

**34^{ème} SESSION DE LA CONFERENCE GENERALE
DE L'UNESCO
16 OCTOBRE 6 03 NOVEMBRE 2007**

INTERVENTION

DE

**Madame Christine A. I. Nougbodé OUINSAVI
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE
L'ALPHABETISATION ET DES LANGUES NATIONALES
CHEF DE LA DELEGATION BENINOISE**

PARIS, le 22 Octobre 2007

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA CONFERENCE GENERALE,
MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF,
MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL,
HONORABLES MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES,
HONORABLES INVITES,
MESDAMES ET MESSIEURS.

En prenant la parole du haut de cette tribune, je voudrais tout d'abord vous transmettre à tous, les chaleureuses salutations du peuple béninois et de son Gouvernement.

Je salue le retour du Singapour et l'entrée de Monténégro dans notre Organisation chargée par ses initiateurs de travailler à l'avènement d'un monde meilleur.

Je voudrais par ailleurs me joindre aux distingués Délégués qui m'ont précédée à cette tribune pour vous féliciter monsieur l'Ambassadeur, pour votre brillante élection à la présidence de la Conférence Générale dont vous conduirez les travaux pour le prochain biennium (2007-2009).

Comme nous n'en doutons guère, cette 34ème session constitue un moment historique de la vie de notre Organisation compte tenu des importantes recommandations qu'elle devra adopter pour ses six prochaines années. C'est dire, que nous devons, chacun et tous, faire preuve d'une grande capacité de travail dans un esprit de consensus et

de compréhension mutuelle pour la doter des ressources nécessaires qui permettront à son Directeur Général de continuer à la gérer quotidiennement et de veiller à la mise en œuvre de ses programmes dans l'intérêt de nos peuples dans les pays les moins avancés.

Les travaux de la présente Conférence Générale de notre Organisation ont été méticuleusement préparés par la 177^e session du Conseil qui lui facilitera grandement les travaux. Je voudrais donc m'adresser spécialement à ces principaux acteurs que sont Monsieur MUSA BIN JAFAR BIN HASSAN, Ambassadeur Délégué Permanent du Sultanat d'Oman auprès de l'UNESCO et Président de la Conférence Générale pour le biennium qui vient de s'achever et Monsieur Zhang, Vice-Ministre chinois de l'éducation qui a présidé avec maestria et dans une atmosphère empreinte de grande cordialité les travaux du Conseil Exécutif lors du biennium passé. Messieurs les Présidents, je voudrais vous dire qu'au Bénin, nous sommes particulièrement fiers de l'excellent travail que vous avez accompli et notre Organisation peut à juste titre se flatter d'être dirigée par des mains aussi expertes et sûres.

Monsieur le Président de la Conférence générale,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais axer mon intervention sur l'importance que revêt l'éducation en Afrique et sa place dans la politique de mon pays, le Bénin.

Parmi les actions de réforme de son système éducatif, le Bénin s'est doté d'un Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Éducation 2006-2015 et pris des décisions courageuses. Au niveau de l'enseignement primaire, le Président de la République du Bénin, Docteur Boni YAYI, en octobre 2006, a déclaré l'enseignement maternel et primaire gratuit en attendant d'étendre cette gratuité à l'enseignement secondaire. Cette décision a entraîné des contraintes supplémentaires et des réajustements nécessaires en matière de construction de salles de classe, de recrutement massif et de formation d'enseignants.

Il est en effet apparu indispensable de redresser le système éducatif, d'en assurer une gestion maîtrisée, d'étendre l'alphabétisation à toutes les couches pour en faire un instrument de lutte contre la pauvreté, d'assurer la formation à grande échelle d'enseignants de tous ordres, des cadres de l'administration scolaire, d'élaborer le matériel pédagogique de qualité. Il faut également former les concepteurs de programmes, améliorer les infrastructures et l'environnement de l'école, revoir le ratio enseignant/apprenants.

Compte tenu de la priorité accordée à l'éducation, le Gouvernement a décidé, au mois de juin 2007, de créer trois ordres d'enseignement dirigés tous par des femmes ; il s'agit du:

1. Ministère de l'enseignement primaire, de l'alphabétisation et des langues nationales. En effet, la question de l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement est une préoccupation qui requiert toute l'attention du Gouvernement du Bénin. Le Bénin a pris cette option très au sérieux surtout depuis le Forum National sur l'Education. Il faut donc que l'UNESCO donne une nouvelle valeur aux langues nationales dans l'enseignement pour une plus grande efficacité de nos systèmes éducatifs. L'année internationale des langues lui donne l'occasion de concevoir e de mettre en œuvre des projets à long terme dans ce domaine ;

2. Ministère de l'enseignement secondaire et de la formation technique et professionnelle ;

3. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le Gouvernement consacre actuellement près de 30% de son budget national à l'éducation, et a procédé à la construction d' environ 7000 salles de classe, a amélioré les conditions de vie et de travail des enseignants en relevant le taux indiciaire des salaires et les primes qui leur sont payées, a recruté près de 5000 enseignants qui seront formés avec l'appui de l'UNESCO. Le chemin est long pour faire de l'éducation un outil de développement de nos pays. Et nous savons que nous pouvons compter sur l'UNESCO pour nous accompagner dans nos efforts.

C'est aussi le lieu de faire un plaidoyer pour l'Afrique qui constitue l'une des priorités de notre Organisation. Les diverses interventions de la plupart des Représentants des Pays en développement ont mis l'accent sur les nombreux défis qu'ils devront relever pour atteindre les objectifs de l'Education de qualité pour tous. Ces défis qui peuvent se résumer en la refonte de nos systèmes scolaires à travers la revue des curricula, la revalorisation de la fonction enseignante, la gratuité de l'enseignement primaire, la formation des formateurs. Nous avons tous besoin de l'UNESCO qui est le Chef de file du système des Nations Unies pour l'Education. La réouverture au Bénin des anciennes écoles normales africaines et leur mise en réseaux, de même que la création de centres d'excellence pourraient être des actions à mener dans le cadre du projet « **Teacher Training in Sub-Saharan Africa** », TTISSA.

L'Institut de Renforcement des capacités en Afrique (IRCA) devra être doté de ressources humaines et matérielles pour lui permettre d'accomplir la mission pour laquelle il a été créé. Nous souhaitons donc une meilleure coordination entre l'IRCA et le Bureau Régional de l'UNESCO à Dakar (BREDA). Il en est de même des instituts et centres d'éducation en Afrique.

Par ailleurs, le Bénin apporte son soutien au **programme des sciences** qui vise entre autres, l'amélioration de la qualité et de la gestion de l'eau, la santé, la protection de l'environnement et les

écosystèmes. Mon pays se réjouit par ailleurs, des trois projets phares définis en matière de sciences et technologie, en consultation avec le groupe africain, à savoir :

1. l'initiative pour le renforcement des capacités en matière de politique scientifique ;
2. l'enseignement scientifique et technologique ;
3. la mise en place d'un campus virtuel.

L'importance des sciences exactes et naturelles n'est plus à démontrer quand nous regardons le monde développé. C'est dire que l'enseignement supérieur avec la recherche scientifique comme composante essentielle et la recherche scientifique comme corollaire est capital car, la qualité des ressources humaines part de l'Université et des centres internationaux de recherche. Le Gouvernement du Bénin a décidé de promouvoir l'excellence et d'ouvrir nos Universités et nos Écoles au plus grand nombre d'étudiants, en procédant à la suppression des concours d'entrée dans les écoles professionnelles et en donnant davantage de bourses nationales aux étudiants en vue d'améliorer leurs conditions d'études.

Le Conseil International pour la Science (CIUS) de même que les centres régionaux de la science devront créer des réseaux entre eux pour élargir la recherche scientifique à d'autres parties de notre planète avec leurs centres de recherche. L'établissement et le renforcement de la coopération active Sud-Sud, Nord-Sud, de même

que la création d'un plus grand nombre de Chaires UNESCO pour les Sciences permettront de développer l'esprit scientifique chez les jeunes enfants, en prenant en compte les savoirs endogènes dans les programmes de recherche.

Pour accélérer la dissémination du savoir, l'UNESCO devra résolument mettre à notre service les **Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication** pour atteindre le plus grand nombre par l'enseignement ouvert et à distance ; le e-learning est très important pour notre Gouvernement.

Face au phénomène préoccupant de l'illettrisme, il est devenu urgent que l'UNESCO initie, à l'égard des pays en développement et en transition, une vigoureuse politique du livre mettant ainsi le savoir à la portée de tous surtout des couches les plus démunies. Dans le même ordre d'idée, les radios et les télévisions nationales pourraient être mobilisées dans ce que nous pouvons appeler les universités sans murs pour donner des cours sur les ondes, des cours conçus par des spécialistes dans tous les domaines du savoir destinés à atteindre le public le plus large et de tous les âges.

Aujourd'hui, les **sciences naturelles et sociales** et leurs applications sont plus qu'indispensables au développement. C'est dire que la coopération entre les scientifiques de la planète apportera une contribution précieuse et constructive à la sécurité mondiale et à

l'instauration de rapports pacifiques entre les différentes nations, sociétés et cultures.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Nous nous sommes réjouis de l'accent particulier mis sur les conséquences des changements climatiques sur la survie de l'humanité et l'invitation faite à l'UNESCO par son Altesse Charles XVI Gustave, Roi de Suède, d'« **encourager tous ses Etats membres à mettre au point des programmes en faveur d'un développement durable et à les inclure dans leurs systèmes éducatifs** », lors de son adresse à la Conférence Générale.

Les propos de son Altesse ne font que renforcer les idées abordées lors du débat thématique de la 177^e session du Conseil Exécutif au cours duquel les problèmes environnementaux ont été abordés. En effet, les risques qui pèsent sur notre environnement du fait de l'utilisation abusive des énergies fossiles se font chaque jour plus pressants, le changement climatique, le réchauffement de la planète accompagné des phénomènes extrêmes dont les récentes précipitations suivies d'inondations dans presque toute l'Afrique de l'Ouest et ailleurs, doivent nous interpeller tous et nous amener à penser le développement ou notre mode de vie en des termes nouveaux. C'est le lieu d'affirmer solennellement que l'utilisation des énergies renouvelables et propres s'impose désormais à

nous comme une nécessité.

La couverture forestière du globe se réduit d'année en année sans que cela inquiète vraiment le citoyen moyen de nos pays. De la même façon, le problème de l'eau se pose avec acuité et c'est en vain que les spécialistes tirent sur la sonnette d'alarme car les aquifères ne se rechargent pas au fur et à mesure que nous les vidons par notre gaspillage. C'est dire que les publications du Programme hydrologique international (PHI) doivent être vulgarisées pour une meilleure gestion des ressources en eau de la planète.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Le Bénin soutient le budget de consensus d'un montant de 631 M \$ pour le biennium 2008-2009 adopté par la 177^e session du Conseil Exécutif et soumis à l'approbation de la 34^e Conférence générale.

Je conclurai mes propos en réitérant le rôle plus qu'actuel de l'UNESCO qui justifie la présence de milliers de personnes dont des Chefs d'Etat et de Gouvernement, des Ministres de l'Education, des Sciences, du Développement économique, les Ambassadeurs, les Secrétaires Généraux des Commissions Nationales, venus des quatre coins de la planète pour prendre part à cette 34^e session de la Conférence Générale destinée à prendre les grandes décisions pour nos pays pour les six prochaines années.

Enfin, nous voudrions remercier nos partenaires bilatéraux et multilatéraux qui accompagnent nos pays dans leurs efforts de développement.

Vive l'UNESCO !

Vive la coopération internationale !

Je vous remercie.